

L'exemple de la Turquie dans le contexte de la montée de l'industrie migratoire

Dila Algan Tezcan

Université Galatasaray

Istanbul, Turquie

dalgan@gsu.edu.tr

ORCID : 0000-0002-5069-4771

Résumé — Cette étude a pour objectif de donner un aperçu de l'industrie migratoire, un secteur en pleine expansion ces dernières années, à travers le prisme de la Turquie qui est devenue un véritable laboratoire pour les études migratoires. Après la migration massive syrienne de 2011 et la crise migratoire européenne de 2015, l'une des méthodes les plus utilisées par les autorités politiques pour prévenir les flux migratoires massifs a été le renforcement des frontières. La gestion des frontières, qui joue un rôle clé dans l'industrie migratoire, ainsi que les développements technologiques dans ce domaine, orientent cette industrie. Cette étude abordera la question de l'industrie de la migration, de la gestion des frontières, et de la situation actuelle et future de la migration en Turquie à travers des exemples concrets.

Mots-clés — *management migratoire, industrie migratoire, néolibéralisme*

I. L'INDUSTRIE MIGRATOIRE : EMERGENCE, MONTEE ET DIMENSION FINANCIERE

Les pays économiquement développés encouragent non seulement la mobilité des personnes, mais aussi celle du capital, des biens, de l'information et des services afin d'assurer la continuité de la mondialisation néolibérale. Cependant, dans un monde globalisé, ils restreignent également la mobilité humaine par diverses règles et lois afin de préserver leur souveraineté. La volonté des États de contrôler et de déterminer qui peut entrer sur leur territoire et pour quelle durée constitue une manifestation de cette souveraineté. Ainsi, les États visent à gérer et à orienter les flux migratoires réguliers et irréguliers. De plus, l'absence d'une structure unique et d'un régime contraignant dans le cadre de la gouvernance des migrations laisse la gestion migratoire à l'initiative des États et favorise le recours à des ressources externes. Dans les processus de gestion des migrations, la facilitation ou le contrôle des flux migratoires réguliers et irréguliers peut être mis en œuvre directement par les États dans le cadre de leur politique migratoire, mais également externalisé par le biais de la privatisation et de la sous-traitance. En conséquence, une industrie migratoire en constante évolution émerge, notamment en réaction aux politiques migratoires restrictives. Dans ce contexte, les acteurs privés du secteur migratoire assument de plus en plus les responsabilités des États, tandis que ces derniers transfèrent leurs obligations et responsabilités à des entités privées par le biais de mécanismes de privatisation et d'externalisation.

L'industrie migratoire est l'un des secteurs en croissance ces dernières années. Elle a particulièrement gagné en importance avec la sécurisation croissante des migrations à l'échelle mondiale. L'industrie migratoire désigne l'ensemble des acteurs et des secteurs qui tirent un profit financier de toutes les activités liées à la migration. Dans le sens où nous l'utilisons aujourd'hui, ce terme a été

employé en 2005 par Rubén Hernández-León et il a défini l'ensemble des acteurs qui obtiennent un profit financier de la migration comme partie intégrante de l'industrie migratoire [1]. Parmi ces acteurs figurent notamment les agences de voyage, les employeurs, les agences de recrutement, les cabinets de conseil juridique, les avocats, les institutions de crédit, les services officiels et non officiels de transfert de fonds, les réseaux de migrants ainsi que les fournisseurs de documents falsifiés. En ce qui concerne les secteurs impliqués, on peut mentionner notamment le secteur des transports, celui des systèmes de sécurité, les ressources humaines, les services, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations d'aide humanitaire.

Dans ce contexte, la montée de l'industrie migratoire repose sur plusieurs points clés déclinés trois grands axes [2]. Le premier est l'accélération du processus de mondialisation après la fin de la Guerre froide et l'intégration du paradigme néolibéral dans cette mondialisation. Le deuxième comprend les politiques migratoires restrictives mises en place par les États : le désir de contrôler l'immigration irrégulière a poussé les migrants à recourir à des moyens clandestins, comme le trafic de migrants. Le troisième axe est le rôle de l'État en tant que principal financeur de l'industrie migratoire. Tous ces facteurs ont contribué à accroître la dimension financière de l'industrie migratoire.

Il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur financière de cette industrie en raison des activités non déclarées, de l'impossibilité d'estimer les revenus générés par l'utilisation intensive de liquidités dans des secteurs informels ou illégaux, ainsi que l'ampleur de la capacité d'expansion du secteur migratoire à travers des canaux aussi bien légaux que clandestins. Néanmoins, certaines estimations permettent d'en appréhender la taille. Par exemple, le trafic de migrants générerait chaque année environ 10 milliards de dollars de revenus [3]. En 2015, année marquée par l'apogée de la crise migratoire en Europe, le chiffre d'affaires issu du trafic sur les routes de la Méditerranée occidentale, centrale et orientale était estimé entre 3 et 6 milliards d'euros [4]. Selon les données d'Europol, en 2019, les réseaux de passeurs auraient perçu un revenu estimé à 190 millions d'euros grâce aux activités de trafic sur ces mêmes routes terrestres et maritimes [5].

II. L'UN DES PLUS GRANDS COMPOSANTS DE L'INDUSTRIE MIGRATOIRE : LA GESTION DES FRONTIERES

La gestion des frontières englobe généralement des activités telles que la sécurité des frontières, les contrôles frontaliers et le renforcement des frontières. En ce sens, la gestion des frontières désigne le contrôle des passages réguliers et légaux, ainsi que la prévention des passages

irréguliers et illégaux de tous types de biens vivants ou non vivants. Les systèmes de gestion des frontières sont mis en place le long des frontières d'un État ou d'un groupe d'États dans une région donnée. Ils consistent à surveiller et à renforcer toutes les frontières terrestres, maritimes et aériennes à l'aide d'équipements technologiques, d'intelligence artificielle et de déploiements d'armes. Dans ce contexte, les frontières peuvent être qualifiées de fixes, rigides, fermées, et unilatérales.

La gestion des frontières constitue un domaine propice au développement du partenariat public-privé. La sécurité et le contrôle des frontières ne reposent plus uniquement sur les ressources humaines, comme c'était le cas par le passé, mais sont désormais rendus possibles grâce à des outils technologiques complexes. Le besoin des États de protéger leurs frontières avec des instruments de sécurité en réponse aux flux migratoires irréguliers et à la menace terroriste permet aux acteurs publics et privés de partager leurs intérêts sur une même base. Les gouvernements font appel à des prestataires du secteur privé tels que des entreprises technologiques, des sociétés de logiciels, des entreprises de défense, des entreprises de sécurité et des entreprises de construction pour contrôler et renforcer leurs frontières. Dans la croissance du partenariat public-privé, non seulement les demandes des États en matière d'achats de services, mais aussi les activités de lobbying de ces entreprises privées, jouent un rôle clé.

En ce qui concerne les données chiffrées relatives au financement, le budget alloué à la gestion des frontières au sein de l'Union européenne a connu une augmentation significative, passant de 1,7 milliard d'euros pour la période 2007-2013 à 3,9 milliards d'euros pour 2014-2020, puis à 6,2 milliards d'euros pour 2021-2027 [6]. Le budget de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a également considérablement augmenté, passant de 320 millions d'euros à 920 millions d'euros au cours des cinq dernières années [7]. Par ailleurs, la valeur du marché mondial de la sécurité frontalière était estimée à 42 milliards de dollars en 2024, et il devrait atteindre 94 milliards de dollars en 2032 [8].

Dans le secteur de la gestion des frontières, les technologies biométriques jouent un rôle central, notamment dans les applications des *smart borders* (frontières intelligentes) et des *smart walls* (murs intelligents). Ces technologies permettent d'identifier les individus en fonction de leurs caractéristiques physiques ou comportementales. La valeur du marché mondial de la biométrie a atteint 45 milliards de dollars en 2024 et devrait atteindre 173 milliards de dollars en 2033 [9].

III. OU SE SITUE L'EXEMPLE DE LA TURQUIE AU MILIEU DE L'INDUSTRIE MIGRATOIRE ?

L'évolution des systèmes de gestion des frontières dans le secteur migratoire en Turquie est directement liée aux flux massifs de migrants syriens vers la Turquie depuis 2011, ainsi qu'au passage d'environ 1 million de migrants irréguliers des côtes turques vers les îles grecques et l'Union européenne en 2015. À la suite de ces flux migratoires massifs, d'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de la gestion des frontières terrestres afin de freiner les flux migratoires irréguliers en provenance des frontières sud-est et est de la Turquie. Dans le but de souligner ces

évolutions, cette section de l'étude se concentrera exclusivement sur les systèmes de gestion des frontières terrestres et examinera les pratiques de gestion des frontières terrestres de la Turquie.

Parmi les secteurs dans l'industrie migratoire turque, la gestion des frontières et le trafic de migrants occupent une place importante. Il est clair que le trafic de migrants est particulièrement actif dans les régions proches des frontières avec la Grèce et la Bulgarie. Cependant, étant donné que le trafic de migrants relève d'un secteur informel, il est difficile de fournir des chiffres précis concernant son ampleur financière.

Dans le cadre de la gestion des frontières, les initiatives nationales menées par le ministère de l'Intérieur de la Turquie occupent une place importante. À cet égard, plusieurs mesures ont été mises en place, notamment la construction de routes de patrouille et de murs de sécurité, l'édification de tours de surveillance ainsi que l'installation de systèmes de caméras et de capteurs. Par ailleurs, la longueur totale des murs de sécurité érigés le long des frontières terrestres de la Turquie a atteint 1 028 km.

Il y a également les projets soutenus par l'Union européenne (UE). Par exemple, dans la région Égéeenne, deux principaux projets de gestion des frontières ont été menés grâce au financement de l'UE. Pour le premier projet, sur les 9,25 milliards d'euros de ressources allouées, 20,4 millions d'euros ont été destinés aux autorités turques dans le cadre de la coopération transfrontalière [10]. Ces ressources ont permis l'installation de tours de surveillance électro-optiques et l'acquisition de véhicules pour la surveillance des frontières avec la Grèce et la Bulgarie. Deuxième projet lancé en 2014, le projet de « Coopération régionale en gestion des frontières entre la Turquie, la Grèce et la Bulgarie » vise à aligner la gestion des frontières de la Turquie sur la législation européenne et à renforcer la coopération transfrontalière. Ce projet a bénéficié d'un financement de 3 millions d'euros. Il y a aussi un autre projet mené avec la contribution de l'UE, le projet NACORAC (Centre national de coordination et d'analyse des risques communs), doté d'un budget de 11 millions d'euros [11].

IV. DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Les investissements de l'Union européenne pour prévenir les flux migratoires massifs et les récentes initiatives de la Turquie pour renforcer ses frontières dépeignent la croissance du secteur de la migration dans une perspective unique. Trois points méritent une attention particulière. Le premier est le brouillage des frontières entre le public et le privé. Dans ces investissements, les acteurs privés du secteur de la migration prennent en charge les responsabilités des États via la privatisation ou l'externalisation. En d'autres termes, la gestion des migrations, sous le paradigme néolibéral, est de plus en plus confiée aux acteurs privés. Cela favorise la coopération entre le public et le privé, mais brouille aussi la ligne entre ces deux sphères. En conséquence, la recherche de nouveaux canaux de contrôle par l'État montre qu'il renforce sa capacité de supervision avec les acteurs privés, et non qu'il perd cette capacité. Cela illustre l'ancrage du secteur de la migration dans le paradigme de la mondialisation néolibérale.

Le deuxième point est la rentabilité du secteur de la migration pour les secteurs public et privé. Le secteur de la migration, notamment dans le cadre de la mondialisation néolibérale, devient de plus en plus lucratif à mesure que les États délèguent leurs responsabilités migratoires aux entreprises privées via la privatisation et l'externalisation. Cela rend le secteur attractif pour les investissements. De plus, l'application de politiques migratoires plus strictes face aux flux irréguliers crée un cercle vicieux où ces politiques incitent les migrants à rechercher de nouvelles voies, renforçant ainsi le rôle du partenariat public-privé.

Le troisième point concerne les droits de l'homme. La gestion des migrations ne concerne pas seulement des résultats politiques, mais touche directement les migrants et les réfugiés. Le problème majeur du secteur de la migration ancré dans le néolibéralisme est la violation des droits humains des migrants. L'augmentation du partenariat public-privé dans la gestion des frontières conduit à une privatisation accrue des politiques migratoires, ce qui nuit aux droits des migrants. Par exemple, les entreprises de sécurité et de défense qui installent des systèmes aux frontières pour repousser les migrants portent atteinte aux droits humains des migrants. De plus, les infrastructures de gestion des frontières sous-traitées aux entreprises privées aggravent encore cette situation, violant les droits des migrants au nom de la recherche du profit. Ces violations sont souvent ignorées par les autorités officielles, malgré les efforts de la société civile pour les dénoncer.

Pour conclure, il faut souligner que la Turquie est une destination clé pour les migrants. Suite à la politique migratoire adoptée à l'égard des migrants syriens, la Turquie est devenue une destination importante, non seulement pour les Syriens, mais aussi pour les migrants afghans, irakiens, turkmènes et pakistanais. En 2024, les migrants irréguliers les plus nombreux interceptés en Turquie étaient Afghans. Par ailleurs, chaque année, environ 10 000 passeurs de migrants sont arrêtés par la police [12].

Un second point pour la conclusion est un avenir incertain pour l'industrie migratoire en Turquie. Récemment, avec la chute du régime de Baas en Syrie en

décembre 2024, les nouvelles les plus suivies en Turquie concernent les retours des migrants syriens dans leur pays d'origine. Toutefois, il est irréaliste de s'attendre à ce que des millions de Syriens, arrivés depuis 2011, quittent soudainement la Turquie en abandonnant leur vie actuelle. Cependant, cela soulève une autre question cruciale pour l'avenir : si les migrants syriens commencent à retourner chez eux, quels secteurs grignoteront la part occupée par l'industrie migratoire ? Et comment ces secteurs continueront-ils à exister dans l'avenir ?

REFERENCES

- [1] R. Hernández-León, The Migration Industry in the Mexico-U.S. Migratory System. UCLA : California Center for Population Research, 2005, p. 8.
- [2] D. Algan Tezcan, Political economic approach to the governance of migration management : The case of Aegean Sea, 2022, pp. 71-73.
- [3] Migration Data Portal, 2024, [Online] <https://www.migrationdataportal.org/themes/smuggling-migrants>
- [4] European Parliament, Understanding EU action against migrant smuggling. European Parliamentary Research Service, 2021, p. 5.
- [5] Europol, Migrant Smuggling 2019, European Migrant Smuggling Centre, 2019.
- [6] European Council, The EU long-term budget, 2024, [Online] <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/eu-long-term-budget/>
- [7] Official Journal of the European Union, 2024 [Online] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=OJ:C_202401731
- [8] Market Data Forecast, Border Security Market, 2024. [Online] <https://www.marketdataforecast.com/market-reports/border-security-market>
- [9] Imarc Group, Biometrics Market Size, Share, Trends and Forecast 2025-2033. [Online] <https://www.imarcgroup.com/biometrics-market>
- [10] Directorate for EU Affairs, IPA I & IPA II Programming, 2024. [Online] https://www.ab.gov.tr/45627_en.html
- [11] ICMPD, NACORAC : Supporting the Institutional Capacity of the National Coordination and Joint Risk Analysis Centre. [Online] <https://www.icmpd.org/our-work/projects/supporting-the-institutional-capacity-of-the-national-coordination-and-joint-risk-analysis-centre-nacorac>
- [12] Daily Sabah, Over a million irregular migrants caught in Türkiye since 2020, 2024. [Online] <https://www.dailysabah.com/politics/over-a-million-irregular-migrants-caught-in-turkiye-since-2020/news>